

« RASSEMBLER LES CENTRISTES »
COLLOQUE « L'EUROPE DANS LA CRISE »
SENAT - 4 AVRIL 2009
Intervention de Jean Arthuis

A deux mois des prochaines élections européennes, nous avons tenu à organiser ce colloque sur les enjeux européens. Impatients de refonder notre famille politique aujourd'hui encore dispersée, déterminés à parvenir au rassemblement de tous les centristes, rassemblement pour lequel nous militons avec foi depuis notre appel du 29 juin 2008, nous ressentons vivement la frustration de ne pouvoir mener campagne sous nos propres couleurs. Sans doute y aura t-il, parmi nous, des femmes et des hommes qui seront candidats au sein de listes de coalition. Mais avant de prendre parti, il importe que nous réfléchissions ensemble et débattions de la place et du rôle que nous imaginons pour l'Union européenne, car l'Europe est au cœur de notre vision du monde en devenir. Quelle est donc cette Europe à construire, cette Europe qui fonde notre espérance et motive notre engagement politique ? C'est parce qu'elle marque notre identité et constitue tout à la fois le cadre et le sens de notre projet de société que nous devons prendre le temps de mettre nos idées en ordre, de hiérarchiser nos priorités, de vérifier le bien fondé et la faisabilité de nos ambitions.

Après l'immense déception du référendum de mai 2005, l'amertume de cette tâche alarmante du NON français, nous accumulons les déconvenues, et la crise de confiance qui malmène si gravement l'économie mondiale depuis plus d'un an éclaire brutalement toutes les faiblesses et tous les aléas de notre dessein pourtant si attachant. Faute d'Europe politique, le chacun pour soi s'exacerbe. L'intergouvernemental prime et jette dans l'ombre la vie communautaire. Nous sommes bien loin du rêve des pères fondateurs et l'on vient à s'interroger sur la pérennité de l'euro, cette monnaie que nous nous sommes donnée mais que nous laissons orpheline d'Etat. Et pourtant, la Banque Centrale Européenne n'est en aucune façon suspecte d'avoir failli à sa mission. L'euro a tenu le choc et demeure un solide bouclier contre l'instabilité monétaire au sein de l'Union. Mais l'Europe n'en finit pas de surmonter les égoïsmes nationaux et reste incapable de se doter d'un gouvernement économique. La cacophonie masque la pusillanimité, l'incapacité à décider, le renoncement à agir.

Après une présidence française hyper-entreprenante et réactive face à l'aggravation de la crise financière et économique, notamment en

septembre, au lendemain de la faillite de la banque américaine Lehman-Brothers. Bilan globalement positif qui met en évidence l'effacement de la Commission et des initiatives communautaires au profit de des instances intergouvernementales. Je tiens à votre disposition la liste des principales décisions de la Commission européenne depuis la faillite de Lehman : il n'est question que d'enquêtes sur les aides apportées par les Etats à leurs banques défaillantes ou bien à Airbus, enquête également sur les tarifs de l'électricité pratiqués par EDF ; à défaut d'enquêtes, des perquisitions sont diligentées en vue de débusquer les manquements aux règles de la concurrence ou de lever le soupçon de cartel entre les fournisseurs de fils d'acier, question d'ouverture de procédure pour déficit excessif contre la France et aussi contre la Grèce, l'Espagne et l'Irlande. La maison est en péril et la Commission se cantonne dans le rôle de « père fouettard », allant jusqu'à s'opposer à la création d'un bon du Trésor européen. Bref, le parcours de Nicolas Sarkozy à la tête de L'Europe, pendant six mois de tempête financière et économique mérite d'être salué. La mission a été très positivement remplie. Mais le relais a été passé au 1^{er} janvier aux autorités tchèques, politiquement peu disposées à assumer un engagement européen et manifestement non préparées à faire face à la tâche. Funeste situation, sanctionnée par une crise interne et le renversement du Gouvernement tchèque. Ainsi va l'Europe ! C'est à la vérité un vrai dysfonctionnement de gouvernance, pathétique, caricatural ! Il y a urgence à repenser notre destin communautaire, à sortir des gesticulations politiques et des dogmes bureaucratiques. Urgence à redonner du sens à l'Europe. D'où l'urgence de notre colloque.

Outre notre colloque, un autre évènement se tient aujourd'hui en France puisque les membres de l'OTAN sont réunis en « sommet », ce matin, à Strasbourg, en présence du président Barack Obama. Célébration du retour de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, quarante-trois ans après la décision du général de Gaulle de s'en retirer. A l'époque, il menait à son terme l'œuvre de distanciation qu'il poursuivait à l'égard des Américains. Tous les adeptes du pacte Atlantique-Nord et les militants de la construction européenne avaient donné de la voix pour condamner cette décision. La France reprend sa place au sein de l'instance de décision. A la vérité, nos militaires n'ont jamais cessé, depuis mars 1966, de coopérer étroitement avec leurs collègues de l'OTAN. Je crois que ce retour est opportun. Il doit nous permettre de faire émerger un pilier européen de défense, au sein de l'organisation. Pour orienter la politique, mieux vaut lever les doutes et les soupçons que susciter une indépendance proclamée.

L'actualité internationale est particulièrement dense puisque la seconde réunion du G20 s'est tenue jeudi 2 avril, à Londres. J'observe que cette réunion est une réussite puisque la résolution adoptée par chefs d'Etat et les gouvernements vont bien au-delà de ce qu'il était permis d'espérer. Il reste bien sûr à les concrétiser. Lors de ce G20, l'Europe y était présente en nombre : pas moins de six Etats membres derrière une présidence Tchèque, il est vrai, en délicatesse et totalement évanescence.

Or la crise constitue une épreuve de vérité pour l'Union européenne. Cette crise sans précédent est à la fois générale et internationale.

Crise générale parce qu'elle résulte de l'enchaînement et du cumul de crises multiples : crise immobilière, d'origine américaine, crise de la titrisation, qui s'est muée en crise bancaire et en crise boursière ; une crise de liquidités puis de solvabilité, qui a provoqué une crise de confiance vis-à-vis de l'ensemble des établissements de crédits, sans qu'aucun pays ne soit épargné. Et au bout du compte, implication des marchés des matières premières et crise économique mondiale : la démonstration est faite qu'il n'y a pas, d'un côté, la sphère financière et, de l'autre, l'économie réelle, qui allait continuer à fonctionner comme si de rien n'était.

Les désordres que nous subissons sont la conséquence :

- de la déformation du partage des revenus du capital et du travail ;
- du développement irresponsable du crédit aux Etats-Unis ;
- aux exigences de rentabilité à deux chiffres formulées par les marchés ;
- à la tyrannie du court terme.

Spéculation effrénée favorisée par :

- la dérégulation amorcée au début des années 80 ;
- l'abaissement historique du taux d'intérêt, la politique monétaire activant l'inflation des actifs.

La crise est internationale, car c'est aussi celle de la globalisation.

Cette crise résulte de la conjonction d'une double démission des Etats face au leadership américain et à la toute puissance des marchés. C'est dans cet abandon, ce fatalisme de la puissance publique, que la cupidité a pu dépasser toutes les bornes et s'affranchir des plus élémentaires devoirs d'ordre éthique.

L'Europe est aussi victime de son propre renoncement à mettre en place des mécanismes de supervision et de régulations financière et économique. Les Etats-membres se sont laissés déposséder au profit de procédures souvent technocratiques et faisant de plus en plus de place aux décisions d'instances à caractère professionnel, dont il est difficile que les membres ne soient pas en conflit d'intérêts.

La gravité de la situation nous invite à retrouver nos fondamentaux ; ce qui est en cause, **c'est la confiance**.

Toutes nos réponses doivent contribuer au retour de la confiance. **L'Europe est la condition et peut devenir garante de la confiance**.

Les réponses sont les deux ordres temporels : celles de l'urgence et celles qui s'inscrivent dans la durée.

L'urgence

Face à la crise des liquidités, dès l'été 2007, la BCE a conduit la politique appropriée (600 milliards).

Les Etats ont pris le relais à l'automne 2008, au lendemain de la faillite de Lehman Brothers, pour éviter l'enchaînement des faillites :

- **garanties aux banques** pour refinancer, en complément de la Banque centrale (- 6 mois) les créances à moins de cinq ans.

Le dispositif est efficace, mais le problème aujourd'hui est moins l'offre de crédit que le tassement de la demande.

- **renforcement des capitaux propres** (nationalisation, souscription partielle TSS, titres échangeables, *bad-bank*) **sous contrôle de la commission**.

Quel est le rôle des Etats et le rôle de l'Europe ?

N'y-a-t-il pas un risque de repli sur loi, signant ainsi la fin des aventures hors du territoire national ?

- **Plans de relance** : ampleur, soutien à la consommation ou priorité aux programmes d'investissement, c'est-à-dire des mesures non répétitives, rôle des Etats, coordination européenne.

Apparition des *spreads* : environ 200 points de base sur les taux consentis aux dettes souveraines, selon l'évaluation des risques relatifs encourus par l'Etat emprunteur, au sein même de l'Eurogroupe.

Crédit de certains Etats. Comment aider les Etats membres de l'Union européenne confrontés à des difficultés financières ?

Soutien de l'Europe ou soutien du FMI.

Tentation de sortir de l'Euro pour dévaluer.

Epreuve de vérité pour l'Europe.

- Action de long terme : au service de la confiance

Refondre la régulation des marchés, des banques et des compagnies d'assurance et de prévoyance.

Au plan européen :

- Confier à la BCE une autorité de régulation et de contrôle prudentiel :

- capitaux propres (il y a autant d'interprétation de cette notion que d'Etats membres) ;

- *hedge funds* ;

- agences de notation ;

- normes comptables ;

- produits structurés ;

- gouvernance.

- Définir les cloisonnements entre banques commerciales et banques d'investissement ;

- Réfléchir aux risques systémiques liés à la dimension des établissements ;

- Lutter contre les « paradis fiscaux », plus précisément contre le secret bancaire et les Etats « non coopératifs » dans l'échange d'information, lutte contre l'évasion fiscale.

La pleine efficacité nécessite une étroite coopération internationale : renforcer le rôle du FMI, les nouveaux statuts sont prêts, mais rencontrent des réticences de la part des Américains. La détermination européenne peut les faire disparaître. **J'attends le jour où l'Europe acceptera de siéger au FMI avec un unique représentant.**

Au fond, cette crise, devenue inéluctable, fait encourir à l'Europe des risques majeurs. C'est pour cela qu'elle peut être le catalyseur d'une prise de conscience salutaire. L'auto-régulation en vigueur ayant démontré ses limites, les Etats ont dû, dans l'urgence,

faire face à une crise de confiance majeure. La légitimité des autorités politiques est appelée à s'exprimer.

Mais attention, les demi-mesures et les mesures en trompe l'œil ne suffiront pas pour rétablir la confiance.

L'Union européenne est face à son destin institutionnel. Le mode de fonctionnement et sa gouvernance, en ces temps de crise, l'exposent à tous les dangers. Les dogmes jusqu'à maintenant en vigueur, notamment en matière de concurrence, sont battus en brèche. Dans cette économie globalisée il est utopique de croire qu'il soit possible de concilier compression des prix et maximalisation des profits. Le résultat, on le voit bien, aboutit à la délocalisation des centres de production et à l'exode des emplois. Le résultat se paye par un recours massif au crédit pour financer tous nos déficits.

Chers Amis, plus que jamais nous devons avoir une l'ambition de construire une Europe politique qui seule donne du crédit aux attentes de sécurité. La campagne qui s'ouvre, doit ouvrir une ère nouvelle de confiance retrouvée pour tous les Européens.